

**2 Politique**

Sénat/Examen du projet de la loi de Finances 2019/Audition des membres du gouvernement (suite)

**Mapangou, Ndoundangoye et Loupdy Matiga à l'audition des sénateurs**



Le ministre d'Etat en charge de la Communication, Guy-Bertrand Mapangou.



Le ministre des Transports et de la Logistique, Justin Ndoundangoye, était également au Sénat hier.

**ONDOUBA'NTSIBAH**  
Libreville/Gabon

*Le ministre d'Etat en charge de la Communication était l'hôte de la Commission des Finances, du Budget et des Comptes économiques de la Nation. Tout comme ses collègues des Transports et de la Pêche. Chacun est parti présenter et défendre la dotation budgétaire de son ministère face aux sénateurs.*



La ministre de la Pêche et de la Mer, Clémence Loupdy Matiga.

**TROIS** membres du gouvernement étaient au Sénat hier. Il s'agit de Guy Bertrand Mapangou (ministre d'Etat en charge de la Communication et de l'Économie numérique) ; Justin Ndoundangoye (Transports et Logistique) ; et Clémence Loupdy Matiga (Pêche et Mer). Tous étaient auditionnés par les sénateurs membres de la Commission des Finances, du Budget et des Comptes économiques de la Nation, dans le cadre de l'examen du projet de loi de Finances 2019. La présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mboussou était présente. Tout comme plusieurs autres membres

du bureau de ladite institution. Occasion pour le ministre de la Communication et de l'Économie numérique, de relever que "dans le cadre de la mise en œuvre de la politique publique de son département, le gouvernement a alloué, pour 2019, une enveloppe globale de 27 milliards 548 millions 715 milles 955 francs CFA, contre 22 milliards 260 millions 496 milles 071 francs CFA". Soit une hausse de 5 milliards 288 millions 219 milles 884 francs CFA en 2018. Une enveloppe qui englobe aussi bien le fonctionnement que l'investissement. Par ailleurs, Guy Bertrand Mapan-

gou a présenté les prévisions budgétaires de son ministère au niveau des différents programmes : "Économie numérique" (16 milliards 790 millions 363 milles 334 francs CFA) ; "Communication" (5 milliards 082 millions 721 milles 615 francs CFA) ; "Poste" (158 millions 928 milles 434 francs CFA) ; et "Pilotage et Soutien à la politique de la communication" (5 milliards 516 millions 702 milles 573 francs CFA). Pour sa part, le ministre des Transports et de la Logistique a dit aux sénateurs que "le projet de budget 2019 soumis à leur examen



Une vue des sénateurs ayant auditionné les membres du gouvernement.

prévoit en autorisation d'engagements et en crédits de paiement un montant de 23 milliards 215 millions 139 milles 732 francs CFA, contre 18 milliards 972 millions 086 milles 557 francs CFA dans la loi de Finances rectificative 2018". Soit une augmentation de 4 milliards 243 millions 053 milles 175 francs CFA. Et Justin Ndoundangoye de souligner que "malgré cette augmentation, ce projet de budget 2019 ne permettra pas d'atteindre les objectifs fixés pour cette année dans les différents programmes qui composent la Mission Transport". Et le membre du gouvernement

d'expliquer que "pour une meilleure appréciation, le budget 2019 de son ministère, hors charges liées aux dépenses de personnel des trois programmes (cumulées à 6 milliards 669 millions 257 milles 319 francs CFA) s'établit, en réalité, à la somme de 16 milliards 545 millions 882 milles 413 francs CFA, contre 12 milliards 672 millions 946 milles 099 francs CFA en 2018". En ce qui concerne le ministère de la Pêche et de la Mer, on notera que son projet de budget 2019 connaît "une baisse énorme", passant de 6 milliards 411 millions 347

milles 131 francs CFA dans la loi de Finances rectificative 2018 à 3 milliards 156 millions 221 milles 538 francs CFA. Selon la ministre Clémence Loupdy Matiga, cette baisse de 3 milliards 255 millions 125 milles 593 francs CFA "s'explique par la révision de l'estimation des recettes issues des activités dérivées de la pêche (ADP)..." Il faut souligner que les différentes auditions ont été suivies d'un jeu de questions-réponses avec les sénateurs. Les auditions se poursuivent aujourd'hui avec d'autres membres du gouvernement.

**Coopération Gabon-France**

**Philippe Autié chez le gouverneur de l'Estuaire**

**FM.MOMBO**  
Libreville/Gabon

**DANS** le cadre de sa prise de contact avec les autorités gabonaises, notamment les administrations déconcentrées et décentralisées, le nouvel ambassadeur, Haut représentant de la République française près la République gabonaise, Philippe Autié, s'est entretenu, hier, avec le gouverneur de la province de l'Estuaire, Rigobert Ikambouyat Ndeka. Il s'est agi pour le diplomate français, nouvellement accrédité dans notre pays, de s'imprégner du fonctionnement de ce gouvernorat.

Au cours des échanges, les deux hommes ont abordé des questions relatives aux administrations déconcentrées (gouvernorats, préfectures) et décentralisées (mairies et conseils départementaux), et également celles en rapport avec les potentialités touristiques et économiques de la première province du Gabon dont Philippe Autié a déjà visité une partie, notamment dans sa zone nord. Dans cette lancée, il envisage découvrir la zone de Cocobeach, frontalière à la République de Guinée équatoriale, où il a émis le vœu de commémorer en différé la journée de l'Armistice du 11 novembre. De son côté, le gouverneur



de l'Estuaire, Rigobert Ikambouyat Ndeka, a dit apprécier l'élan de cette visite. Et reconnu avoir évoqué avec le diplomate français la possibilité de trouver en France des villes qui pourraient initier des jumelages avec les quatre villes qui composent son rayon de compétence. Aussi a-t-il esquissé l'idée de voir dans quelle mesure des améliorations ou des échanges organisationnels et fonctionnels pourraient intervenir entre les administratifs de ces villes et leurs homologues hexagonaux.

Les deux hommes au terme de leurs échanges.